

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1582 - 11 avril 1991 - 3,5 F

D 1582 EL SALVADOR: ÉGLISES ET ORGANISATIONS ACCUSÉES DE LIEN AVEC LE FMLN-FDR

Le 14 février 1991, le journal salvadorien *El Diario de Hoy* publiait une déclaration du ministre de la planification accusant l'Eglise luthérienne d'El Salvador, le bureau catholique Tutelle légale de l'archevêché de San Salvador, la Commission du débat national et l'organisation syndicale UNTS d'être membres de l'opposition du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et du Front démocratique révolutionnaire (FDR), respectivement branche militaire et branche politique de la coalition. Ce n'est pas la première fois que de telles accusations sont lancées, en particulier contre les Eglises (cf. DIAL D 818, 1139, 1154). Faut-il rappeler l'assassinat de Mgr Romero et le massacre des jésuites de l'Université au titre du proverbe "Qui sème le vent récolte la tempête"?

A l'occasion de sa 7e assemblée de Canberra, en Australie, en février 1991, le Conseil oecuménique des Eglises, par la voix de son secrétaire général et de son comité central, a protesté contre l'accusation du ministre et donné son appui à la recherche du dialogue entre le gouvernement et la guérilla (cf. DIAL D 1510).

Note DIAL

1. Lettre du secrétaire général du Conseil oecuménique des Eglises de Genève au président de la République d'El Salvador (20 février 1991)

Canberra, Australie, le 20 février 1991

Monsieur le Président,

Nous sommes réunis en 7ème Assemblée du Conseil oecuménique des Eglises.

Nous avons reçu avec une profonde préoccupation l'information d'allégations attribuées à un membre de votre gouvernement, lesquelles touchent à l'intégrité de l'Eglise luthérienne d'El Salvador (membre du Conseil oecuménique des Eglises) ainsi qu'à celles d'autres églises soeurs et organisations de votre pays.

Nous voulons parler de la publication récente, dans un journal d'El Salvador, d'une déclaration faite par le ministère de la planification, accusant l'Eglise luthérienne, le Bureau de la tutelle légale de l'archevêché de San Salvador, la Commission du débat national et l'Union nationale des travailleurs salvadoriens (UNTS) d'être membres de l'opposition politico-militaire FMLN-FDR.

Nous rejetons catégoriquement ces accusations sans fondement, apparemment destinées à discréditer des organisations mondialement connues et admirées pour leur contribution à la satisfaction des besoins à caractère humanitaire et pour leurs efforts en faveur de la paix, de la justice et des droits de l'homme en El Salvador.

Nous sommes encore plus préoccupés par le fait que de telles accusations comportent un grave danger pour l'intégrité physique de leaders, de pasteurs et de nombreuses personnes qui travaillent dans ces institutions. Des publications comme celle citée constituent un acte d'irresponsabilité confirmée.

D 1582-1/3

L'obtention de la paix et de la démocratie par le peuple et les institutions salvadoriennes exige un ferme respect des droits humains, sociaux et politiques, et non pas un lancer d'accusations ou l'usage des armes. Le dialogue sérieux et la négociation peuvent seuls aplanir le chemin de la réconciliation nationale.

Cette Assemblée a porté une attention spéciale à la marche des événements en El Salvador et a vu avec espoir les progrès réalisés à ce jour par votre gouvernement et par l'opposition politico-militaire dans la recherche d'une paix durable.

Les conséquences terribles accumulées au long de dix années de guerre sont un cri en faveur d'une solution immédiate du conflit. Nous espérons sincèrement que le cri pour la justice, la paix et l'exercice de la démocratie sera entendu par le gouvernement d'El Salvador et par toutes les parties en conflit.

En vous souhaitant l'épanouissement personnel, nous vous saluons respectueusement.

Rev. Emilio Castro
secrétaire général

(Traduction DIAL)

2. Résolution sur El Salvador adoptée par le comité central du Conseil oecuménique des Eglises lors de sa réunion à Canberra, Australie

1. Les Eglises du Salvador ont à maintes reprises attiré de manière urgente l'attention de la communauté oecuménique mondiale sur les souffrances causées au peuple salvadorien par dix ans de guerre civile. Les communautés religieuses ont pansé les blessures, visité les prisonniers et appelé à la paix, alors qu'elles étaient elles-mêmes persécutées et attaquées, allant jusqu'à souffrir le martyre à cause de leur témoignage fidèle à la vérité. En de nombreuses occasions, le Conseil oecuménique des Eglises a exprimé sa solidarité avec nos soeurs et frères salvadoriens, intervenant en leur nom auprès des autorités, défendant leur cause, allant leur faire des visites pastorales, et demandant avec insistance aux Eglises, aux gouvernements, aux Nations-Unies et aux autres organisations internationales de les aider dans leur détresse.

2. Grâce à ses Eglises membres du Salvador, le COE suit avec une grande espérance les efforts que fait actuellement le gouvernement du pays et le Front de libération national Farabundo Marti (FMLN) pour négocier les termes d'une cessation des hostilités et s'engager dans un processus politique susceptible d'aboutir à une paix durable dans le pays. En dépit des accords sur le respect des droits de l'homme obtenus jusqu'ici, les garanties fondamentales des libertés individuelles et l'intégrité des personnes continuent à être bafouées. Consciente des inégalités sociales et économiques profondément enracinées qui sous-tendent ce conflit, mais aussi de l'énorme déploiement de forces humaines mises au service de la justice à travers les organismes salvadoriens civils et non gouvernementaux,

La Septième Assemblée du Conseil oecuménique des Eglises:

- a. félicite les Eglises du Salvador et les encourage dans les efforts persévérants qu'elles mènent pour apporter une aide humanitaire et un soutien pastoral, pour défendre et promouvoir les droits fondamentaux de la personne, et mobiliser à la recherche d'une paix durable les forces civiles et sociales de leur pays; elle exprime son soutien inébranlable aux Eglises qui continuent à rendre un témoignage courageux en faveur de la justice, malgré les persécutions incessantes;
- b. lance un appel urgent à toutes les parties engagées dans le conflit armé et leur demande de mettre un terme à la guerre;
- c. exprime son soutien plein et entier aux négociations actuellement en cours sous les auspices des Nations-Unies;

- d. appelle instamment le gouvernement du Salvador, les forces armées et le Front de Libération national Farabundo Martí (FMLN) à respecter les conditions acceptées d'un commun accord pour la tenue d'élections libres et régulières en mars 1991; à redoubler d'efforts pour parvenir à de nouveaux accords qui reflètent l'immense espoir de justice des communautés civiles et de la population salvadorienne, qui s'est en particulier exprimé par la voix du Comité permanent du "Débat national en faveur de la paix";
- e. invite tous les gouvernements, en particulier celui des Etats-Unis d'Amérique, à soutenir une rapide et réelle démilitarisation de l'Amérique centrale, et notamment du Salvador, conformément aux termes de l'accord Esquipulas II, en mettant fin aux fournitures d'armes et d'aide militaire qui vont à l'encontre du processus de démocratisation;
- f. réitère les appels lancés par les Eglises au gouvernement du Salvador afin qu'il mette en place un système judiciaire capable de protéger les droits de l'homme de tous les citoyens, et qu'il manifeste sa bonne foi en veillant à ce que des enquêtes complètes soient effectuées sur les assassinats de l'archevêque Romero et de bien d'autres dirigeants religieux et laïques et que les responsables de ces crimes soient traduits en justice;
- g. réaffirme son ferme soutien aux Eglises et aux mouvements d'action sociale qui oeuvrent au Salvador pour construire la paix parmi les plus pauvres d'entre les pauvres, rendant ainsi témoignage à la puissance créatrice de l'Esprit qui peut faire advenir l'unité, l'amour, la réconciliation et la dignité de tous.